

SAUVER
DES VIES
CHANGER
LES VIES



L'Assistance alimentaire dans le monde en 2018

Prévenir les crises alimentaires

Résumé

mai 2018

Ce vendeur d'un magasin de Umerkot, au Pakistan, participe au programme de transferts de type monétaire utilisant la technologie blockchain mis en place par le Programme alimentaire mondial.

WFP/Alexandra Alden



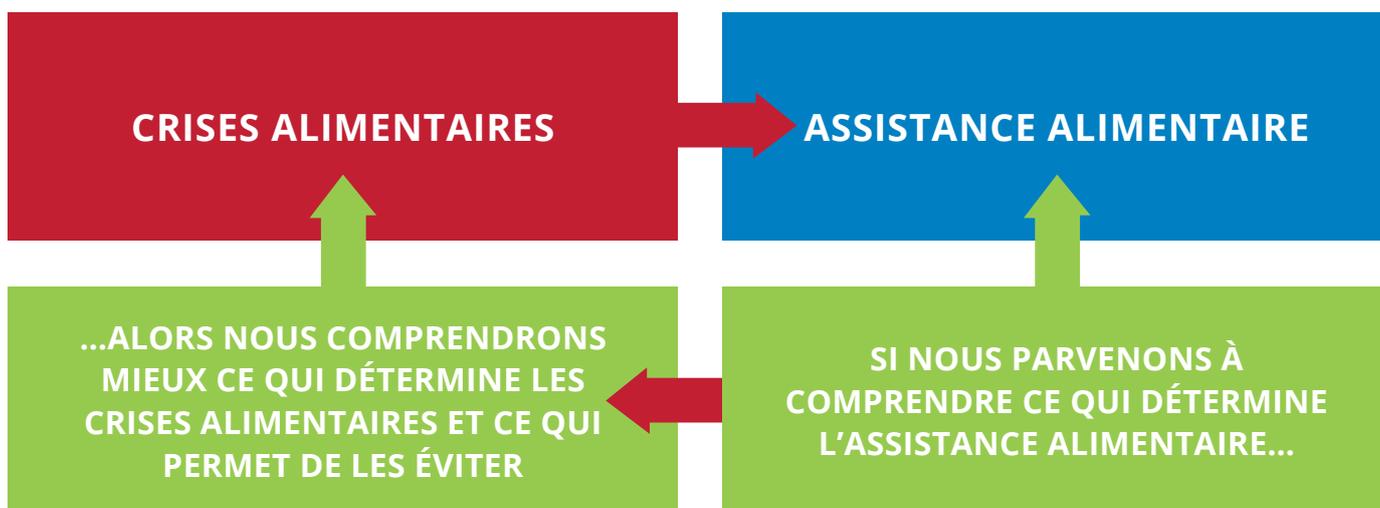
Faim, crises alimentaires et assistance alimentaire

La faim chronique est en augmentation et les crises alimentaires s'étendent et s'aggravent. Le rapport intitulé "L'assistance alimentaire dans le monde en 2018: Prévenir les crises alimentaires" se penche sur ces crises et s'efforce de répondre à trois questions: qu'est-ce qui les provoque, qu'est-ce qui en détermine l'ampleur et comment peut-on les éviter?

D'après les connaissances dont on dispose actuellement, l'origine des crises alimentaires est à rechercher dans une combinaison d'événements ponctuels - comme des conflits ou des catastrophes naturelles - et de facteurs ayant une

influence durable sur la pauvreté et l'insécurité alimentaire. La prévention des crises alimentaires exige donc à la fois une action rapide et des investissements durables. Toutefois, il reste encore à établir plus précisément quelles mesures et quels investissements devraient être prioritaires dans différents contextes, et pourquoi.

Dans le cadre du présent rapport, une analyse novatrice des relations entre les dépenses au titre de l'assistance alimentaire du Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies et un certain nombre d'autres facteurs tente d'apporter une réponse à ces questions. L'assistance alimentaire occupe une place unique à la croisée de l'action humanitaire - à court terme - et des efforts de réduction de la faim - à long terme. Les dépenses au titre de l'assistance alimentaire constituent donc un angle d'attaque intéressant pour étudier les facteurs qui vont déterminer le déclenchement et la gravité des crises alimentaires et ceux qui vont concourir à les éviter. Ce rapport part de l'idée qu'une meilleure compréhension des facteurs déterminant le recours à l'assistance alimentaire portera à une meilleure connaissance des causes des crises alimentaires, laquelle, à son tour, devrait permettre d'offrir davantage de possibilités de les éviter.



Analyse du déclenchement des crises et de leur ampleur

À partir d'une série de données sur 152 pays couvrant la période 2009-2015, l'analyse se déroule en deux étapes. En premier lieu, on étudie la probabilité d'une crise alimentaire

pour l'ensemble des 152 pays, la présence d'une assistance alimentaire du Programme Alimentaire Mondial constituant un indicateur de crise alimentaire. L'objectif est de déterminer les facteurs qui influent sur la probabilité qu'un pays nécessite l'assistance alimentaire du Programme Alimentaire Mondial, ce qui permettra de mieux comprendre les causes du déclenchement des crises alimentaires. La seconde étape porte sur leur ampleur. Seuls sont étudiés ici les 77 pays recevant une assistance alimentaire du Programme Alimentaire Mondial; le but est d'identifier les facteurs qui influencent le niveau des dépenses au titre de l'assistance alimentaire et par là même, montrer ce qui détermine l'envergure des crises alimentaires sous-jacentes.

Modélisation des causes et des facteurs déterminants

La stratégie de modélisation empirique suggère que le déclenchement et l'ampleur des crises alimentaires sont tous deux inhérents à trois problèmes touchant les systèmes alimentaires: i) le problème des "mauvaises années" ou des "périodes de soudure"; ii) celui du "dernier kilomètre"; et iii) celui des "bonnes années". Ces deux éléments sont aussi conditionnés par des défis intersectoriels liés aux conditions et aux résultats qui affectent la performance d'ensemble d'une économie nationale. L'idée avancée ici est que ces problèmes systémiques et ces défis intersectoriels, lorsqu'ils ne sont pas correctement pris en charge, entraînent des crises alimentaires qui vont aller en s'aggravant. En revanche, lorsqu'ils sont traités efficacement, ces crises peuvent être évitées ou circonscrites.

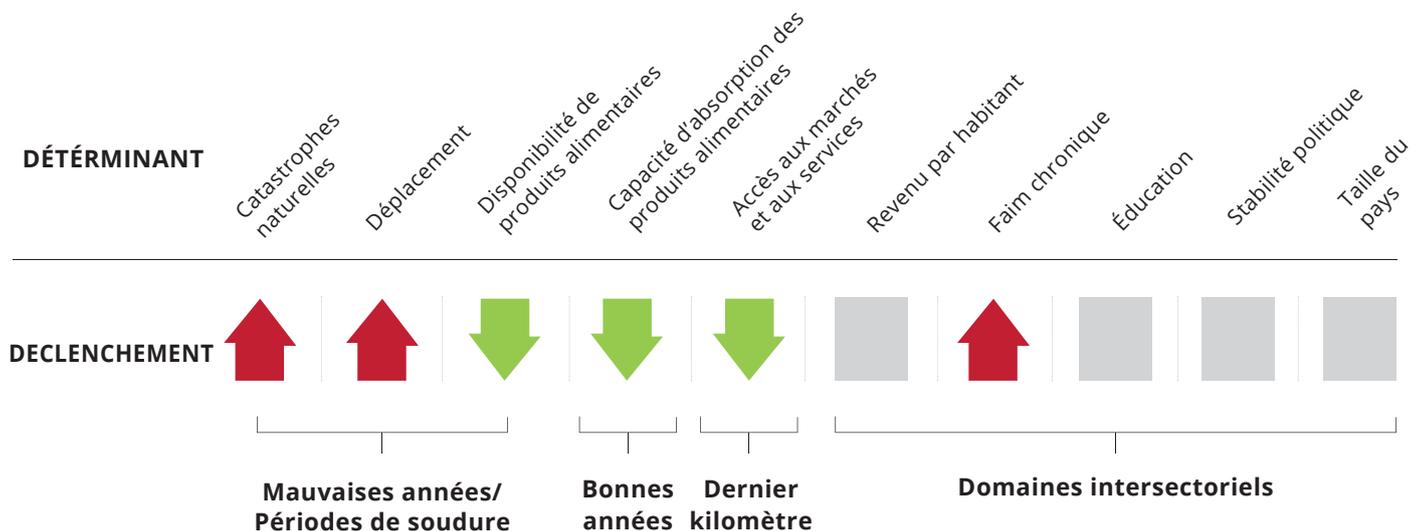
Les données relatives aux variables qui captent précisément les problèmes systémiques et les défis intersectoriels sont incomplètes (sur les prix des produits alimentaires par exemple), peu fiables (sur l'emploi par exemple) ou simplement

inexistantes pour de nombreux pays (sur l'inégalité entre les sexes par exemple). Cependant, plusieurs séries de données ont fait apparaître dix éléments de mesure tout à fait pertinents. Trois – catastrophes naturelles, déplacements de population et disponibilité des produits alimentaires – sont liés au problème des mauvaises années/périodes de soudure. Un élément – accès aux marchés et aux services – dépend du problème du dernier kilomètre et un autre encore – capacité d'absorption des produits alimentaires – est à mettre en rapport avec le problème des bonnes années. Les cinq autres éléments de mesure sont intersectoriels – revenu par habitant, faim chronique, éducation, stabilité politique et taille du pays.

Résultats

Causes du déclenchement des crises

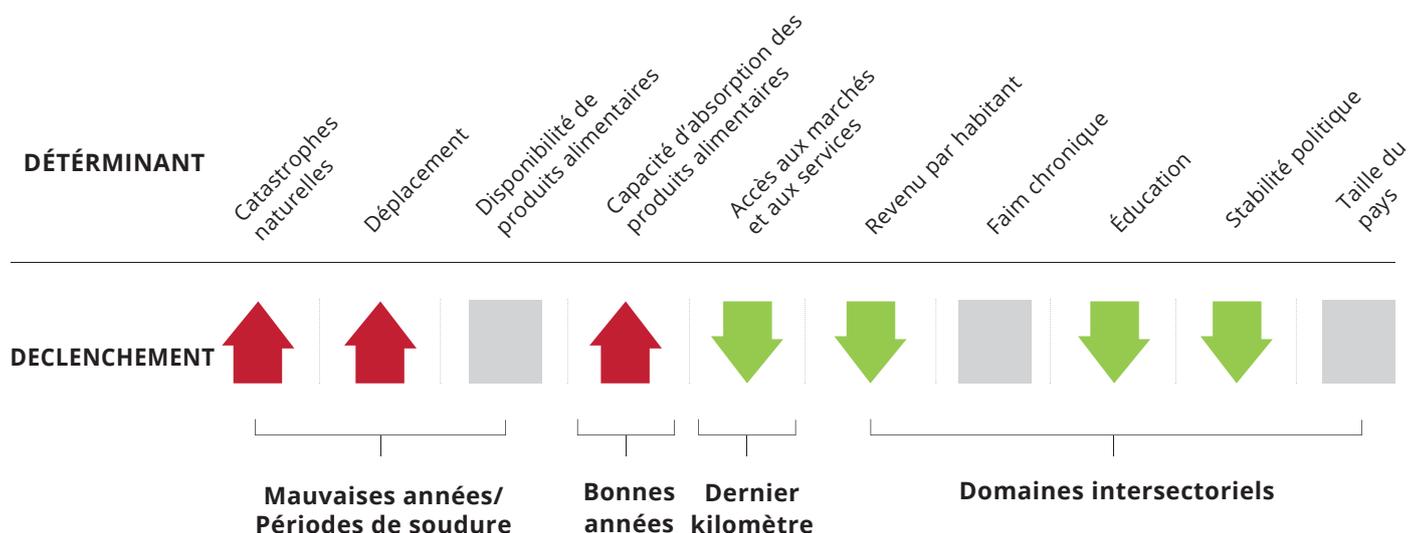
La probabilité qu'une crise alimentaire se déclenche augmente avec la proportion de la population qui est affectée par des catastrophes naturelles, des déplacements et/ou la faim chronique. La probabilité qu'une crise apparaisse diminue lorsque la disponibilité de produits alimentaires, la capacité d'absorption de ces produits et l'accès aux marchés et aux services s'améliorent.



Facteurs déterminant l'ampleur des crises

L'ampleur d'une crise alimentaire augmente avec la proportion de la population qui est touchée par des catastrophes

naturelles, des déplacements ou par une capacité moindre d'absorption des produits alimentaires. Plus les revenus, le niveau d'éducation et la stabilité politique sont élevés, plus l'envergure des crises alimentaires est faible. En revanche, la taille d'un pays n'a d'incidence ni sur le déclenchement d'une crise alimentaire ni sur son ampleur.



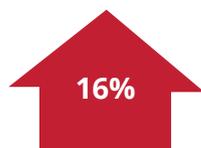
Estimation de l'impact et économies potentielles

Il apparaît que l'instabilité politique, les déplacements, le manque d'instruction et l'insuffisance de l'infrastructure conditionnent fortement les dépenses d'assistance alimentaire,

et par voie de conséquence, les crises alimentaires dont ces dépenses sont le reflet. Proportionnellement, les catastrophes naturelles et la congestion des systèmes alimentaires entraînent une forte hausse des dépenses au titre de l'assistance alimentaire, tandis que la faiblesse des revenus provoque une augmentation moindre de ces dépenses.

CRISES: FACTEURS AGGRAVANTS

Augmentation de 1% de la proportion de la population **déracinée**



841 millions de dollars

Augmentation de 1% de la proportion de la population **affectée par une catastrophe naturelle**



115 millions de dollars

Augmentation d'un point du taux d'accroissement de la capacité **d'absorption des produits alimentaires**



89 millions de dollars

CRISES: FACTEURS ATTENUANTS

Augmentation d'un point de **l'indice de stabilité politique**



2,94 milliards de dollars

Une année supplémentaire d'**éducation**



652 millions de dollars

Un **kilomètre** supplémentaire de route pour 1000 habitants



435 millions de dollars

Augmentation de 1% du **revenu par habitant**



27 millions de dollars

Les résultats font apparaître qu'avec une meilleure gestion ponctuelle des chocs naturels et d'origine humaine et davantage d'investissements durables dans les fondements économiques et sociaux des pays, les dépenses totales du Programme Alimentaire Mondial au titre de l'assistance alimentaire auraient été réduites de 5,1 milliards de dollars

en 2016. Ce chiffre représente près de 96 pour cent des 5,3 milliards de dollars effectivement dépensés par le Programme Alimentaire Mondial cette année-là. Les économies réalisées se seraient montées à 56,7 millions de dollars en moyenne par pays, avec un maximum de 562 millions de dollars au Soudan du Sud et un minimum de 63 400 dollars au Togo. On ne

saurait trop insister sur l'importance que revêtent la stabilité politique et la paix. Une amélioration d'un seul point sur l'Indice de la Banque mondiale relatif à la stabilité politique et à l'absence de conflit violent pourrait réduire de moitié l'ampleur des crises alimentaires. En considérant les dépenses de 2016, si le Yémen enregistrerait une amélioration d'un point sur l'indice de la Banque mondiale, les dépenses annuelles du Programme Alimentaire Mondial au titre de l'assistance alimentaire diminueraient de 205 millions de dollars. En République arabe syrienne, une amélioration d'un point sur l'indice permettrait au Programme Alimentaire Mondial d'économiser 300 millions de dollars. De même, en Somalie, le Programme Alimentaire Mondial économiserait 85 millions de dollars.

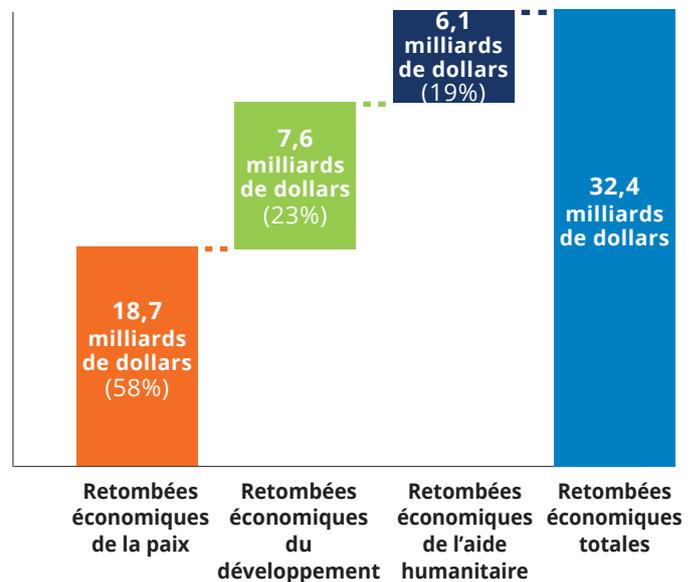
Bien que l'analyse soit réalisée au niveau des pays, il semble que l'exposition aux facteurs de risques susmentionnés varie en fonction des régions et de la catégorie de revenu des pays. Entre 2013 et 2015, la région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique centrale a été la plus exposée, suivie par l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique australe, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, l'Asie et le Pacifique et l'Amérique latine et les Caraïbes. Les pays à faible revenu étaient plus exposés que les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, qui étaient eux-mêmes plus exposés que ceux de la tranche supérieure et que les pays à revenu élevé. S'agissant des économies potentielles, le même schéma se retrouve, tant au niveau des régions que des catégories de revenu des pays.

Retombées économiques pour les domaines interdépendants de l'action humanitaire, de l'aide au développement et de la consolidation de la paix

Les facteurs importants de risque recensés peuvent être groupés selon les trois dimensions de l'ensemble que constituent l'action humanitaire, l'aide au développement et la consolidation de la paix. Les résultats permettent d'estimer les retombées économiques liées à l'assistance alimentaire pour chacun de ces secteurs. Si les facteurs de risque recensés avaient été convenablement pris en compte entre 2009 et 2016, les gains estimatifs liés à l'assistance alimentaire se seraient élevés au total, pour l'ensemble des trois dimensions, à 32,4 milliards de dollars.

Cela représente un gain moyen de 4,04 milliards de dollars par an, soit 49,7 millions de dollars par pays. Les retombées économiques de la paix représentent la majeure partie, avec 2,33 milliards de dollars par an, ce qui témoigne de l'ampleur de l'impact de l'instabilité politique sur les crises alimentaires. Les retombées économiques dans les domaines de l'aide au développement et de l'action humanitaire sont moindres mais restent importantes. Les gains pourraient atteindre 953 millions de dollars par an dans le domaine du développement, et 759 millions de dollars par an dans le secteur humanitaire.

RETOMBÉES ÉCONOMIQUES LIÉES À L'ASSISTANCE ALIMENTAIRE: 2009-2016



Activités et investissements prioritaires

Il existe des similarités et des différences entre les priorités destinées à éviter le déclenchement des crises alimentaires et celles visant à les circonscire. Chacune des composantes du programme de prévention exige la mise en place d'activités et d'investissements à court et à long termes pour contrer les effets des facteurs de risques recensés.

Si chaque pays a ses propres priorités, on peut cependant discerner des caractéristiques régionales communes. Les mesures destinées à améliorer la stabilité politique, l'accès aux marchés et aux services, les revenus et l'éducation sont

importantes dans plusieurs régions. Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, en Afrique de l'Est et en Afrique centrale, où les situations d'urgence complexes absorbent l'essentiel de l'assistance alimentaire, il est capital de faire face aux risques que posent les populations déracinées. En Afrique australe, ce sont les activités visant à remédier à la faim chronique qui sont les plus importantes, tandis qu'en Afrique de l'Ouest, la priorité va aux investissements destinés à accroître les disponibilités de produits alimentaires. En Asie et dans le Pacifique ainsi qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes, l'accent est mis sur l'efficacité de la gestion des catastrophes naturelles et des interventions de secours.

Les priorités varient aussi en fonction des catégories de revenu. Plus le niveau de revenu d'un pays est élevé, plus les initiatives qu'il engagera pour promouvoir la stabilité politique et gérer les chocs naturels et d'origine humaine seront importantes. Plus le niveau de revenu d'un pays est faible, plus les mesures destinées à remédier aux facteurs structurels et institutionnels sous-jacents, tels que l'accès aux marchés et aux services, la faim chronique et l'éducation, qui exacerbent la vulnérabilité à l'échelon des communautés et des ménages, seront décisives.

Conclusions

La démonstration originale proposée par "l'analyse de l'assistance alimentaire" présentée dans le présent rapport confirme que les crises alimentaires ont des causes et des facteurs déterminants à court et à long termes. L'un des arguments clés soutenu ici est que l'assistance alimentaire internationale signale la présence de crises alimentaires. Il ressort de l'analyse que ces crises sont liées à une myriade de déficits de performance tant dans les secteurs alimentaires, que dans les économies et les systèmes politiques et sociaux nationaux. En outre, l'assistance alimentaire internationale est un révélateur des enjeux et des perspectives existant au niveau des trois dimensions de l'ensemble action humanitaire aide au développement-consolidation de la paix. Plus le niveau de l'assistance alimentaire internationale est élevé, plus ces enjeux et ces perspectives sont importants. Les activités et investissements prioritaires conçus pour éviter les crises alimentaires peuvent donc à juste titre être interprétés comme des priorités qui permettront de dégager et de capter des retombées économiques majeures pour cet ensemble tridimensionnel.



À Umerkot, au Pakistan, de nombreuses familles peuvent nourrir leurs enfants grâce à la technologie blockchain ("chaîne de blocs") utilisée par le Programme alimentaire mondial, qui rend les transferts de type monétaire plus sûrs et plus efficaces.

WFP/Farman Ali

Programme Alimentaire Mondial

Via Cesare Giulio Viola 68/70,
00148 Rome, Italy
T +39 06 65131 wfp.org
wfpinfo@wfp.org

Une mère donne à manger à son
enfant au centre de distribution de Dolo
Baad, dans le woréda de Gode, situé
dans la région Somali, en Éthiopie.

WFP/Michael Tewelde